



LA TOILE

ព្រឹត្តិបត្ររោគមានរាជាធិបតេយ្យនិយម



DOSSIER CAMBODGE

Le déclin du Monarchisme politique...

La mise en place d'outils nouveaux, l'amélioration d'outils existants, le développement de certaines stratégies naissantes ou à naître, une volonté aussi, probablement de faire trop et mieux... bref, un ensemble de paramètres ont fait que nos équipes rédactionnelle et technique ont pris un certain retard avec « la Toile », notre journal électronique.

Ce n'est pas une excuse, mais c'est une explication.

Explication qui vaut pour cette formule à la mise en page plus allégée.

Ce mea culpa étant fait, nous vous invitons à découvrir le dossier très complet consacré au royalisme au Cambodge, puisque l'Espagne n'a pas seule le monopole d'une restauration monarchique au XXème siècle. Nul doute que les amateurs de stratégie politique trouverons d'intéressants éléments de réflexion dans ces pages denses.

Enfin, j'invite nos lecteurs français, s'ils ne l'ont pas encore fait, à se rendre rapidement sur le site <http://www.assises.monarchiste.com/> que nous avons ouvert afin de préparer, en collaboration avec de nombreux partenaires dont les Manants du Roi et le Groupe de Liaison Royaliste, les futures Assises du Royalisme Français.

Vous trouverez sur ce site un questionnaire simple à remplir qui donnera lieu à un « livre blanc » dont les grandes lignes serviront de trame à ces futures Assises. Ne laissez pas l'histoire du Royalisme s'écrire sans vous !

Sur ce, bonne lecture, en espérant vivement que les échéances de vos prochains rendez-vous avec « La Toile » soient plus rapprochées... (Sylvain)



Premières Assises du Royalisme Français

Si vous avez des avis à donner, des suggestions à faire au sujet des prochaines Assises du Royalisme Français, merci de remplir le questionnaire anonyme que nous mettons à votre disposition.

FAITES ENTENDRE VOTRE VOIX !

<http://assises.monarchiste.com>

LA TOILE - INFORMATION MONARCHISTE

Numéro 2 de la nouvelle Série - Avril 2009

Directeur de Publication: Sylvain

Rédacteur en Chef: Khemara

Comité de Rédaction: Zarma, Guytos, Peyo, Drakken, Orange

Pour nous contacter contact@monarchiste.com

facebook Home Profile Friends Inbox

Monarchiste for Facebook by Frédéric de Zarma

Members Monarchist publications Monarchist Portal International Conference

<http://www.monarchiste.com>

facebook goes SYLM

Monarchiste is a social network linking monarchists from around the world... with or without Facebook !

Already member of monarchiste ?...

Log in to access your account:

Email:

Pass:

[Log in to my account](#)

Send me back my access codes.
(requires a previous successful login)

What's new on Monarchiste ?...

This Facebook account is registered on monarchiste.com... If you have trouble logging in, please contact the designer of the application.

MESSAGES: you have 0 new message waiting...

BIRTHDAYS: there are birthdays today...

FORUM: there are 129 new messages on the Forum...

WORKGROUPS: there are new contributions...

Log in to your account to display details.

SYLM means Support Your Local Monarch...




Depuis cet été, la Conférence Monarchiste Internationale (CMI) a investi le réseau Facebook. Si il présente de grandes faiblesses en matière de sécurité et d'éthique, Facebook n'en est pas moins l'un des réseaux virtuels les plus étendus et méritait à ce titre que l'Internationale s'y intéresse.

C'est chose faite avec une page, un groupe et une application. Ces éléments nous permettent autant de diffuser rapidement une information que d'affirmer une présence visible... et avec un millier de membres en quatre mois, le groupe CMI est loin d'être ridicule.

Au-delà, il est aussi un outil pour la diffusion des informations et la visibilité des mouvements qui y ont adhéré. N'hésitez pas à l'utiliser et à le faire vivre. (Zarma)

Groupe CMI : <http://facebook.com/group.php?gid=7958684901>

Page CMI: <http://facebook.com/pages/Internationale-Monarchiste-IMCCMIMMKCIMIMK/33689246270>

Application Monarchiste:
<http://apps.new.facebook.com/monarchiste/>





Cambodge: Le Déclin du Monarchisme politique...

Près de 15 ans après le retour triomphal de son Souverain et de ses Princes, le Cambodge se-rait-il en train de rentrer dans les rangs. Si la Monarchie jouit d'un large soutien populaire, les royalistes, grands vainqueurs du scrutin de 1993, sont aujourd'hui morcelés et ne constituent plus guère qu'une force d'appoint tantôt pour le pouvoir tantôt pour l'opposition. Chronique d'une lente désagrégation. (Khemara)

1993, Restauration et Espoir - Lorsqu'en 1993, l'ONU organise les premières élections libres au Cambodge depuis le début de la guerre civile 33 années plus tôt, personne ne parie sur les chances du parti royaliste FUNCINPEC (FUN) emmené par le Prince Norodom Ranariddh. En effet si chacun a pu mesurer la popularité intacte de l'ancien Roi Norodom Sihanouk placé depuis 1991 à la tête d'un Conseil National Suprême regroupant les quatre factions belligérantes, le FUN n'est véritablement présent que dans les zones préalablement tenues par la Résistance.

Les violences qui marquent le processus électoral ne découragent pas les électeurs, près de 2 millions d'entre eux portent leur voix sur le FUN, et ce sont 58 députés monarchistes qui font leur entrée au parlement contre 51 pour le Parti du Peuple Cambodgien (PPC). Malgré son score (46%) et du soutien d'une douzaine de députés nationalistes, le Prince Ranariddh doit ménager un adversaire qui, au contrôle encore l'essentiel de l'administration et de l'appareil sécuritaire, refuse de reconnaître sa défaite. Ainsi plusieurs de ses dirigeants, et notamment le Prince Chakrapong, ancien chef d'état major de la

résistance et récemment rallié au PPC, entraînent plusieurs provinces dans une sécession qui échouera rapidement. Après plusieurs mois de négociations, et alors que la guerre civile menace de reprendre les pourparlers aboutissent enfin en septembre, la Monarchie est restaurée et une nouvelle constitution est adoptée. Un Gouvernement Royal du Cambodge (GRC) est formé avec à sa tête le Prince Ranariddh et Hun Sen, respectivement premier et second Premier ministres. Après plus de 20 ans d'exil, le Roi Norodom Sihanouk retrouve son Trône.

Dès le départ le GRC est miné par les rivalités, alors que les premières affaires de corruption éclatent. Pour ajouter à la confusion de ces débuts ratés, le 2 juillet 1994 Hun Sen annonce avoir déjoué une tentative de coup d'état. Environ 300 hommes en armes sont interceptés en bordure de la capitale. Dans les heures qui suivent, les résidences du Prince Chakrapong et de plusieurs autres généraux sont investies par les troupes du pouvoir. Le Prince exilé, une dizaine d'officiers généraux du PPC sont inculpés et condamnés. Hun Sen prend ainsi le contrôle total de l'appareil de son parti et peut désormais se retourner contre son partenaire de coalition.

1997-2004 la fin des illusions - Sous la tutelle du Prince Ranariddh le Cambodge accueille ses premiers investisseurs et projets de coopération. Plus important, pour la première fois depuis les années 70, les membres de la diaspora khmère peuvent revenir librement. Toutefois le Prince ne parvient pas à imposer une stricte discipline à son parti, une faiblesse dont son adversaire apprendra à jouer. En 1995, et avec l'approbation du Prince, Sam Rainsy, turbulent Ministre des Finances royaliste, est brusquement renvoyé du GRC, et crée son propre parti. Marquant son soutien à son collègue le Prince Norodom Sirivuddh démissionne de son poste de ministre des Affaires Etrangères. Dans les mois qui suivent, le Prince, demi-frère du Roi et secrétaire général du FUN, est exilé après avoir été accusé de tentative d'assassinat contre Hun Sen. De tels événements jettent le trouble dans les rangs d'un parti qui subit plusieurs scissions. Alors que militaires PPC et FUN font la course pour rallier les dernières unités Khmères Rouges, la politique de réconciliation nationale échoue dans les affres des combats de juillet 1997. Rapidement battues ce qu'il reste des troupes royalistes se réfugient à O'Smach, ils y seront assiégés un an durant.

De son exil le Prince forme une première alliance avec le Parti Sam Rainsy (PSR). Fort de la résistance de ses troupes à O'Smach et d'un important soutien diplomatique, il est finalement autorisé à participer au scrutin législatif de 1998. Toutefois privé de nombreux cadres, tués dans les combats, en exil, ou entrés en dissidence, le FUN n'est plus que l'ombre de lui même et doit faire face à la concurrence

d'un PSR à la rhétorique nationaliste exacerbée. A la suite d'une campagne entachée de nombreuses violences, le FUN (43 députés) doit céder la victoire au PPC (64), le PSR obtenant quant à lui 15 sièges. Avec la règle de la majorité aux deux tiers, le PPC est obligé de composer avec l'opposition. Celle-ci, FUN et PSR réunis, tient la rue. Après plusieurs mois de blocage, et alors que les heurts se font plus réguliers entre manifestants et contre-manifestants, le Prince Ranariddh accepte finalement de renouveler la coalition avec le PPC, à la grande colère du PSR. Hun Sen devient Premier Ministre et le Prince Président de l'Assemblée. Cet accord permet un cessez le feu avec les forces royalistes après 17 mois de combats. Les chefs militaires royalistes, mais aussi les Princes Chakrapong et Sirivuddh sont amnistiés, soldats et officiers sont autorisés à revenir mais peu d'entre eux parviennent à regagner leur position au sein de l'Armée Royale.

A l'approche des élections communales de 2002 la coalition se fragilise avec notamment le retour du Prince Sirivuddh au secrétariat général du FUN. Ce dernier malgré ses 24,692 candidats n'obtient que 22 % des voix, le PPC l'emporte (61 %) et le PSR continue sa percée (17%). Cette défaite aiguise les tensions internes, You Hokry, ministre de l'Intérieur FUN, se voit ainsi contesté son poste par les militaires et anciens combattants du parti. Ni le Prince Ranariddh, ni le Prince Sirivuddh ne parviennent à obtenir sa démission ou son éviction.

Les années de la résistance: le Prince Ranariddh galvanise les troupes de la résistance royaliste (source NCR Bulletin)





Fin 2002, un boycott de l'Assemblée par les députés FUN et PSR bloque l'appareil législatif pendant plusieurs mois, le Prince Chakrapong de son côté crée son parti, épaulé notamment par le général Toan Chhay, une figure de la résistance. Le Prince Ranariddh souvent à l'étranger, de hauts responsables du parti, et notamment ses militaires, critiquent la corruption des membres du gouvernement qu'ils soient PPC ou FUN réunis. De son côté la Princesse Norodom Vichara, députée, s'en prend ouvertement au Premier Ministre. Dans ce qui apparaît être une réponse du pouvoir, Om Radsady, ancien député et proche de la Princesse, est assassiné dans les semaines qui suivent.

La campagne électorale des législatives de 2003 est très tendue, les Royalistes jouant la surenchère nationaliste pour faire pièce à un PSR dont certains souhaitent faire un allié. Les résultats sont désastreux, si le FUN parvient à maintenir un nombre de députés (26) supérieur à celui du PSR (24), en nombre de voix son concurrent le dépasse désormais. Le parti du Prince Chakrapong est quant à lui mort né, il ralliera rapidement le FUN. Le PPC (73 députés) est certes largement vainqueur, mais quelques sièges lui manquent pour établir sa majorité. Le FUN et le PSR annoncent alors la création d'une nouvelle alliance, leur but est un gouvernement tripartite avec à sa tête une personnalité PPC autre que Hun Sen. Celui-ci refuse de négocier avec l'alliance, mais n'exclut pas une coalition avec le seul parti monarchiste.

Il faudra attendre 14 mois de blocage complet des institutions, et en dépit de plusieurs médiations

Les différentes formations royalistes ont réalisé leurs meilleures performances dans les zones rurales (N. Axelrod)

royales pour que finalement le FUN entame finalement au nom de l'Alliance des négociations avec le PPC, un accord est finalement trouvé. Hun Sen conserve donc son poste de Premier ministre, le Prince Ranariddh parle de "journée historique et de succès brillant" mais dans les rangs de son parti certains parlent de trahison, alors que des rumeurs de transferts de fonds à destination du Prince et des principaux dirigeants du parti circulent. Le nouveau gouvernement comprend 332 ministres, secrétaires d'Etat et sous-secrétaires d'Etat. Les ministères-clefs restent entre les mains du PPC, mais le FUN peut se targuer d'avoir obtenu, en valeur absolue, autant de postes que dans le précédent gouvernement.

De son exil volontaire le Roi Sihanouk fait les comptes: "- France : superficie 549 000 km , population : 57 500 000 habitants, - Cambodge : superficie : 181 020 km , population : 13 000 000 habitants. Gouvernement : - France : 44 membres : 1 Premier ministre, 17 ministres, 13 ministres délégués, 13 secrétaires d'Etat. - Cambodge : 332 membres : un Premier ministre, sept Vice-Premiers ministres, 15 ministres d'Etat, 18 ministres, 135 secrétaires d'Etat, 148 sous-secrétaires d'Etat. Tout commentaire de ma part serait superflu." Hun Sen et le Prince Ranariddh invitent le Souverain à rentrer au pays, ce qu'il refuse. Il leur dénie aussi le droit de lui rendre visite. « Je n'ai plus qu'une solution, c'est l'abdication, mais je refuse de la faire en dehors de ma patrie » déclare-t-il.

2004 – Une succession sans heurt - Le Souverain très critique quant à l'évolution de son Royaume. Ruom Ritt, "ami d'enfance du roi, domicilié dans les Pyrénées orientales" (et que beaucoup soupçonne être le nom de plume du Roi), évoque dans sa correspondance un royaume "kafkaïen et ubuesque" au nombre pléthorique d'"excellences et où "il est plus aisé de compter les étoiles dans le ciel que celles des généraux. » Pour garantir l'avenir de la Monarchie, le Roi entend provoquer sa succession de son vivant, et ainsi en contrôler le résultat. Ayant obtenu des garanties quant au processus successoral de Hun Sen et du Prince Ranariddh, le Souverain annonce finalement son retour au Cambodge. Dans une lettre lourde de conséquence, Sam Rainsy le met en garde, des réseaux influents projettent d'organiser des manifestations violentes à son encontre. Cette annonce fournit le motif idéal pour une abdication. Et dès le lendemain le Prince Ranariddh, visiblement ému, annonce à l'Assemblée nationale la décision de son Père et en rend l'opposition et son leader responsables. Plus tard, le Roi Sihanouk justifiera sa décision en affirmant qu'à sa mort, si aucune solution de continuité n'avait été trouvée, les républicains de tous bords, divisés en multiples clans, auraient plongé le pays dans la guerre civile.

Hun Sen convoque le Conseil du Trône et fait voter dans la précipitation une loi permettant l'abdication du Roi et la nomination d'un successeur. Il se dit d'accord avec le désir du Souverain de voir nommer le Prince Sihamoni : « Si le Prince Norodom Ranariddh quittait le FUNCINPEC, ce parti connaîtrait l'instabilité, tandis que le PPC perdrait un bon partenaire. Nous pensons avant tout à la nation » dit-il. Un choix qui a aussi le soutien du Prince Ranariddh, le plus titré et le plus puissant des Princes. Le 14 octobre, sans surprise, en une demi-heure de séance formelle au Palais Royal, le Prince Sihamoni, seul candidat, est élu à l'unanimité du Conseil. Dans un premier message, le nouveau Roi promet de s'en tenir à une stricte neutralité politique, et à s'engager uniquement sur le plan de la religion, du social et de l'humanitaire. L'Assemblée nationale vote une motion attribuant à Sihanouk le titre de "Roi Héros Père de l'Indépendance nationale, de l'intégrité et de l'unité nationale". Plus simplement, l'ancien Souverain et son épouse sont désormais appelés Roi Père et Reine Mère. Le Roi Père engage son successeur à rester « clean c'est-à-dire non corrompu et à donner toujours la priorité à ceux et celles qui souffrent et qui méritent vraiment d'être secourus »



Le Roi Norodom Sihamon se tient en dehors du jeu politique et renforce son influence morale

2005-2008 Le crépuscule du Royalisme politique- Sur la scène politique un nouvel acteur apparaît, le Prince Sisowath Thomico est le secrétaire particulier du Roi Père et rapidement ses déclarations détonnent. En octobre 2005, il critique violemment la signature d'une convention additionnelle à un traité frontalier de 1985 avec le Vietnam, traité que le Roi Père refuse de reconnaître. Alors que le Gouvernement porte plainte contre lui pour diffamation, il se voit obliger de quitter le pays afin d'éviter son interpellation. De retour après plusieurs mois d'exil, le Prince annonce son entrée en politique et parvient à réunir plusieurs petits partis au sein d'un Front de la « Communauté Nationaliste » dont il prend direction. Attaquant le FUN, puis proposant son intégration au sein de son alliance, le Prince ne parvient toutefois pas à réunir autour de son projet des personnalités royalistes de premier plan. De fait, celles-ci sont occupées à gérer la grave crise qui couve au sein du FUN.

Une nouvelle faction est apparue au sein du vieux parti royaliste. Regroupée autour de la nouvelle compagne du Prince Ranariddh, l'ex ballerine Ouk Phalla, ce groupe a obtenu un nombre important de postes au sein du gouvernement, à la colère des cadres

et militants plus anciens. Plus grave, la campagne du Prince, de par sa présence, crée plusieurs incidents protocolaires qui entraîneront une détérioration des relations entre le Premier Ministre et le Prince. Fragilisé, victime des diatribes de son partenaire, le FUN voit avec stupeur le Parti Sam Rainsy accepter la main tendue du PPC. Preuve immédiate, en mars 2005, députés PSR et PPC votent ensemble l'abaissement à la majorité absolue (50 % + 1) du vote de confiance au gouvernement. Le PPC et le PSR se préparent ainsi aux élections de 2008, chacun entretenant l'espoir d'emporter une majorité des votes qui les libérerait de toute coalition, les royalistes eux restent sur la touche. Dans la foulée de cet amendement, Hun Sen démet plusieurs personnalités monarchistes de leurs fonctions ministérielles.

Le lendemain le Prince Ranariddh démissionne de la présidence de l'Assemblée « dans l'intérêt du parti ». Dans une ultime tentative de restructurer le parti, il tente de nommer son demi-frère le Prince Chakrapong au secrétariat général, mais c'est un échec, premier acte d'une fronde à venir. Les autres dirigeants FUN reprochent au Prince Chakrapong d'avoir trahi une fois le FUN pour entrer au PPC en 1992, d'avoir lancé un mouvement de sécession en 1993, et enfin d'avoir créé son propre parti en 2002. C'est finalement, le général Nhek Bun Chhay qui prend le contrôle de l'appareil d'un parti qui échappe peu à peu à son président. Le 21 mars, You Hokry est élu vice président de l'Assemblée nationale sur le quota du parti monarchiste, alors que le Prince Ranariddh avait appuyé la candidature de la Princesse Vichara. En réponse le Prince envisage une nouvelle alliance avec le PSR et appelle Sam Rainsy à ne plus attaquer les

« patriotes ». Il dénonce le limogeage des membres de son parti dans l'administration et au gouvernement, et accuse le PPC de n'avoir pas appliqué l'intégralité de la plate-forme gouvernementale signée avec le FUN en 2004.

Le 17 septembre, Hun Sen qualifie le Prince de « versatile », et annonce le limogeage de 19 ministres ou secrétaires d'Etat proches du prince. « Il est temps pour le FUNCINPEC de se trouver un nouveau président », dit le Premier ministre, signe manifeste de son emprise sur le parti royaliste. Le 16 octobre, 104 députés sur 110 présents, dont une grande partie des élus royalistes, avalisent le limogeage de dix de ses membres du gouvernement, et leur remplacement par d'autres membres du FUN. Au sein de ce dernier, on commence à réfléchir sérieusement à l'avenir. Comme une dernière piqure de rappel, les élections sénatoriales de 2005 donnent pour grand vainqueur le PPC (45 élus), le FUN obtient 10 sièges et en perd 11.

Devant cette situation, plusieurs logiques s'affrontent. Si certains souhaitent continuer l'alliance avec le PPC, d'autres pensent que les monarchistes doivent rejoindre l'opposition sur la base du programme de 1993. Le 18 octobre, un congrès extraordinaire du parti, présidé par NhekNhek Bun Chhay écarte le Prince Ranariddh de la présidence du parti au profit de Kéo Puth Rasmey, époux de la Princesse Norodom Arunrasmy. De Paris, Ranariddh accuse Nhek Bun Chhay, d'avoir « violé les statuts et le règlement intérieur » du parti et affirme que « désormais, le FUNCINPEC n'est plus un parti royaliste,

La Princesse Norodom Arunrasmy mène la campagne 2008 du néo-Funcinpec (crédit: Nicolas Axelrod)





mais le parti d'un clan ». Il projette de fonder un nouveau parti qui portera son nom, et qui sera un « vrai parti d'opposition, pas comme le FUNCINPEC et le PSR qui coopèrent avec le PPC ». Le 18 décembre, à la suite d'une plainte déposée par la nouvelle direction du FUN, il est inculpé d'abus de confiance par la cour municipale de Phnom Penh pour la vente en novembre 2005 du siège du parti. Le 13 novembre, soutenu par son demi-frère le Prince Chakrapong, il officialise la création de son parti.

Le Parti Norodom Ranariddh (PNR) parvient à créer la surprise en ralliant les opposants à l'alliance avec le PPC. Les élections communales de mars 2007 marquent ainsi la victoire du PNR (8%) sur le FUN (5%). Si celui-ci garde le contrôle de deux communes, il n'a plus que 272 conseillers municipaux, alors que le PNR en obtient 425. De son côté, le Front SCN du Prince Thomico, malgré un rapprochement avec le PNR, ne réussit pas à percer (0,13%), l'effondrement royaliste est réel puisque les 3 partis ne réunissent plus que 14% des voix, bien loin des 22% en 2003, 35% en 98 et surtout des 46% de 1993.

Le succès du PNR n'est toutefois que temporaire, le Prince Ranariddh, sous le coup d'une inculpation, part à l'étranger, entraînant la défection d'une importante partie de son état major qui retourne au FUN. Le Prince Thomico fait de même provisoirement, espérant ainsi « réunifier la famille royaliste », mais renonce vite à toute activité politique. Pour les législatives de juillet 2008, le FUN choisit de présenter la Princesse Norodom Arunrasmy comme sa candidate pour le poste de Premier ministre, de son côté le Prince Norodom Ranariddh dirige depuis la Malaisie son parti dans cette campagne. Au terme de celle-ci, le PNR ne recueille que 340,000 votes, environ 6% des votes, le FUN le talonne avec 300,000 voix. Ils

parviennent chacun à faire entrer deux députés à l'Assemblée, bien deçà des 26 élus monarchistes du précédent mandat. Si le FUN a choisi de rejoindre à nouveau la coalition emmenée par un PPC désormais majoritaire avec 91 élus, le PNR quant à lui est dans l'expectatif. Si un accord politique de dernière minute a permis le retour du Prince Norodom Ranariddh, et sa grâce, ce dernier a annoncé se retirer de la présidence de son parti et au delà de la vie politique. Le PNR pourra-t-il survivre hors le Prince Ranariddh, nombreux sont, hors et au sein du parti à en douter. Les dirigeants du FUN et du PNR sont en tout cas parvenus à établir des listes communes en vue des prochaines élections communales. Une fusion des deux formations pourrait suivre en cas de succès, mais reste que nombreux sont les cadres monarchistes à avoir doré et déjà choisi de rallier le gouvernement de Hun Sen et son parti.

Au delà de la scission des deux partis qui leur aura coûté une dizaine de sièges, force est de reconnaître la chute de popularité d'un courant monarchiste qui ne représente désormais guère plus de 12% de l'électorat. Si les résultats sont désastreux sur le plan politique, cela n'affecte que peu une institution Monarchique qui dispose d'un large consensus en sa faveur. Une monarchie apaisée conduit-elle à la fin du Monarchisme politique ? C'est le débat qui parcourt aujourd'hui la Famille Royale et la classe politique. Le Roi-Père a ainsi évoqué l'hypothèse d'un retrait des princes de la vie politique en échange d'une liste civile, les Princes et Princesses se limitant alors à un rôle de représentation dans les domaines social et culturel. Un groupe ad hoc aurait par ailleurs été créé au sein du gouvernement pour étudier la situation existant au Japon, en Thaïlande et en Belgique. Certains monarchistes proposent une réforme plus en profondeur de l'Institution Royale avec notamment l'abandon du principe électif et la nomination d'un Prince héritier.

Certains Princes ont d'emblée souscrit à l'idée, ainsi le Prince Chakrapong avait précédé le Prince Ranariddh en quittant le PNR pour lancer sa Fondation caritative, le Prince Sirivuddh et la Princesse Vichara ont récemment annoncé qu'ils mettaient fin à leur carrière politique. Une décision suivie curieusement par le Prince Thomico, qui s'était auparavant déclaré prêt à redevenir « simple citoyen » pour continuer ses activités. D'autres pourraient suivre cette voie, mais quid des partis monarchistes ? Survivront-ils à ces départs ? Le Cambodge, et à travers lui sa Monarchie millénaire, sont en tout cas à un tournant.



Ancien secrétaire général adjoint du parti Funcinpec, ancien député pour la province de Siem Reap-Angkor, Paul Bin-Heng revient avec la Toile sur la situation actuelle des royalistes au Cambodge.

(photo: Nicolas Axelrod)

Comment expliquez vous la force du sentiment monarchiste au Cambodge alors qu'il a quasiment disparu au Laos et au Vietnam ?

Au Cambodge, le royalisme est avant tout une tradition. Le Cambodge a toujours été une Monarchie, c'était encore le cas lorsque nous étions placés sous tutelle française. Nos Rois n'ont pas tous été parfaits, mais force est de reconnaître la légitimité de la Royauté. Vint ensuite le Roi Norodom Sihanouk, et son Sangkum Reastr Niyum. Ceux qui ont connu le Cambodge des années 60 ne peuvent qu'être royalistes. Nous étions alors très en avance, dans tous les domaines, enfin et surtout nous étions en paix. Les républiques qui ont suivi, pro-américaine, communiste à la chinoise, puis à la soviétique, n'ont fait qu'entretenir la guerre civile et mené notre nation à la déchéance. Au Cambodge la Monarchie c'est avant tout l'âge d'or, celui de la paix et du développement, même si on se rend compte aujourd'hui qu'il ne suffit pas d'avoir restauré le Roi pour restaurer le pays comme il l'était il y a 40 ans.

Les royalistes sont revenus triomphants en 1993, mais aujourd'hui les partis qui les représentent se sont effondrés, comment expliquez vous cette désaffection populaire ?

Il y a bien sûr plusieurs explications. En 1993 les attentes étaient énormes, probablement trop importantes pour être satisfaites. Et devant cette énorme tâche les erreurs ont été nombreuses. Le Funcinpec a été incapable de maintenir une certaine discipline interne. De nombreuses personnalités de premier plan nous ont quitté, écœurés ou achetés

par nos adversaires. Le coup d'état de 1997 a aussi beaucoup joué. Quand des soldats combattent pour une cause, ils attendent un minimum de reconnaissance, et une certaine cohérence de la part de ceux qui incarnent cette cause. Le Funcinpec n'a pas eu de stratégie claire depuis 1993, et l'alliance renouvelée avec le PPC, en 1993, 1998, 2003 et encore en 2008, a beaucoup joué dans le déclin du Funcinpec. Aujourd'hui si on est PPC alors on vote pour Hun Sen, et si on est contre alors on choisit l'opposition, les partis royalistes ne représentent plus une alternative crédible faute d'un positionnement politique plus clair. On ne peut se contenter de se revendiquer royaliste alors que la Monarchie a déjà été restaurée il y a 15 ans maintenant. Je crois qu'il est désormais temps de tourner la page.

Plusieurs Princes ont déjà annoncé leur retrait de la vie politique, d'autres pourraient suivre, quel est votre sentiment ?

Un tel retrait est utile s'il va dans le sens d'une réforme de l'Institution monarchique elle-même. Il faut que le Palais soit indépendant, et dispose de pouvoirs supplémentaires afin de jouer son rôle d'arbitre entre les factions politiques. Sauf décision du Roi lui-même, on ne peut interdire aux Princes de faire de la politique, et je dirai c'est un devoir pour les Princes de rentrer dans le jeu politique s'ils estiment que la situation le requiert. Maintenant la politique ne doit pas devenir une carrière pour eux, les Princes ne doivent pas devenir une faction parmi d'autres, et en cas d'échec ils doivent savoir se retirer en ordre afin de ne pas affaiblir la Monarchie.

FOCUS : LE COUP DU 5 & 6 JUILLET 1997

Les journées de Juillet 1997 marquent la disparition de l'aile militaire du mouvement royaliste cambodgien. Une défaite qui a encore aujourd'hui d'importantes conséquences politiques.

A l'origine des événements, la dispute entre les deux camps, PPC et FUN, est essentiellement politique, et tourne rapidement au simple affrontement militaire. La concorde de 1993 entre monarchistes et anciens communistes repose sur des bases fragiles, en dépit de la constitution d'un gouvernement de coalition, le partage du pouvoir ne satisfait aucune partie. Plus encore, la division partisane des forces de sécurité rend caduc toute volonté de réforme et d'intégration des différentes factions. L'étude des forces en présence est révélatrice de l'équilibre précaire sur lequel reposent les institutions cambodgiennes en 1997, les troupes de l'armée fidèles au PPC sont au nombre de 75.000, celles, majoritairement royalistes, issues des rangs de la résistance comptent environ 45.000 hommes. Et le rapport des forces est encore plus déséquilibré du côté de la police et de la gendarmerie.

Après seulement deux années d'existence la coalition s'effrite. Si les hommes du Prince Ranariddh demandent un partage plus effectif du pouvoir, le camp du co-Premier ministre Hun Sen dénonce l'incompétence des responsables FUN en place, certains accusant même les officiers monarchistes de collusion avec une guérilla Khmère rouge toujours menaçante. Et c'est d'ailleurs cette même guérilla qui va provoquer, indirectement, l'explosion de la coalition. En effet l'annonce du ralliement des forces Khmers Rouges de Pailin en août 1996 aiguise

les rivalités entre les deux camps, chacun voulant s'assurer le contrôle de cette zone, célèbre pour ses ressources minières. Le mouvement Polpotiste périclité, et ses unités régionales font défection les une après les autres. La course pour leur ralliement est lancée entre les deux co-Premiers ministres, avides de légitimité politique mais aussi soucieux de renforcer militairement leur camp. Et à ce jeu là les généraux FUN prennent provisoirement de l'avance, bénéficiant de leurs liens passés avec les Khmers Rouges au temps de la Résistance.

En novembre 1996 éclatent les premiers affrontements directs entre forces de la coalition, dans la province de Battambang, les troupes du gouverneur PPC Ung Samy s'opposent à celles de son adjoint monarchiste Siri Kosal. En février près de 200 Khmers rouges rejoignent les unités royalistes postées à proximité de la base d'Along Veng, et en avril, une offensive de l'armée sur cette dernière poche de résistance Khmer Rouge doit être interrompue suite à des dissensions politiques au sein du Commandement.

En mai 1997, à la surprise des observateurs, le Prince Ranariddh annonce, en vue des élections législatives de 1998 la constitution d'un "Front Uni National" avec plusieurs partis minoritaires, Hun Sen réagit avec la signature d'une alliance électorale avec plusieurs autres formations. Les rivalités internes au FUN, discrètement entretenues par le PPC, contribuent à l'exacerbation de la crise. A la fin mai, la Gendarmerie intercepte un chargement de 2 tonnes d'armes diverses qu'elle présente comme destinée à la garde rapprochée du Prince Ranariddh. Une autre cargaison d'armes cette fois-ci destinée à Hok Lundy, directeur de la police et proche de Hun Sen, est découverte par des policiers du FUN, des accusations de détournement de matériel militaire à des fins personnelles sont échangées durant plusieurs jours, la Brigade 70, garde rapprochée de Hun Sen est particulièrement mise en cause.

Plusieurs jours durant la capitale aura été pillée par les troupes victorieuses du PPC





Le PPC accuse le FUN d'avoir infiltrer près de 560 combattants Khmers Rouges pour renforcer sa garnison de Taing Krasaing située à la périphérie de Phnom Penh. Le Général Nhek Bun Chhay, un des officiers généraux royalistes les plus en vue, dévoile publiquement les négociations qu'il mène depuis plusieurs mois avec les dernières unités du Kampuchéa Démocratique. L'assassinat de Son Sen, ancien Ministre de la Défense Khmer Rouge est présenté comme le résultat de ces démarches. Selon ses déclarations, les derniers combattants, quelques 6.000 hommes, sont prêts à se rallier au gouvernement.

Du 10 au 17 juin, des affrontements sporadiques éclatent opposant les gardes du Prince Ranariddh et les hommes de Hok Lundy. Le soir du 17, le centre ville de Phnom Penh est le centre de véritables combats entre les deux camps, une dizaine de roquettes est tirée. La Communauté internationale s'émeut de ces affrontements et plaide en faveur d'un retour au calme et à la coopération, et le 24 juin, le Prince Ranariddh appelle à un rapide désarmement des deux factions. Hun Sen ne répond pas à cette proposition et, au contraire, regroupe plusieurs unités provinciales à la périphérie de la capitale. Le 5 juillet le Prince part opportunément en France sur les conseils de ses commandants militaires.

Le matin même, le Général Ke Kim Yan, Commandant-en-chef de l'armée Royale, ordonne le démantèlement d'un poste militaire avancé du FUN dans la capitale. Cet ordre est rejeté par les deux principaux commandants royalistes de la Capitale, les Généraux Nhek Bun Chhay et Chao Sambath. Néanmoins lorsque l'Etat Major envoie des troupes pour désarmer ce poste, elles ne rencontrent aucune résistance, les 154 soldats royalistes sont arrêtés et leurs armes saisies. Ces arrestations découragent les volontés

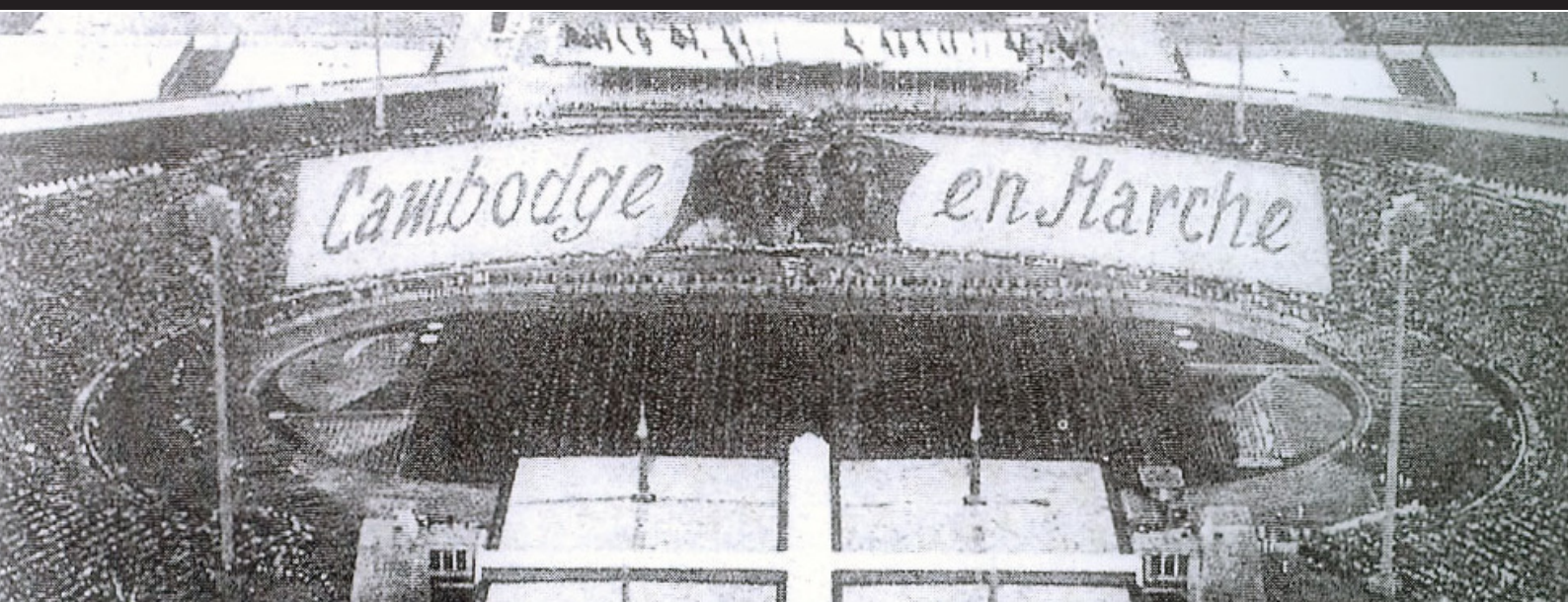
La population fuit les combats

conciliatrices des chefs Royalistes, et lorsque des éléments de la Gendarmerie se positionnent autour de la résidence du Général Chao Sambath, ses gardes ne tardent pas à ouvrir le feu provoquant le début de la conflagration.

Les combats provoquent un premier exode de population, ils restent toutefois localisés autour des résidences des principaux chefs militaires et politiques royalistes. Le siège du FUN tombe après plusieurs heures d'un violent assaut. Seule la base de Taing Krasaing, où est retranché le Général Nhek Bun Chhay, résiste jusqu'au soir du 6 juillet. Alors que la ville est soumise au pillage, le Général parvient à s'exfiltrer avec quelques officiers. Les combats s'étendent aux provinces de Kompong Speu et Svay Rieng mais rapidement le PPC est victorieux. Ses hommes ont préparé le terrain des militants royalistes ont été séquestrés, certains torturés dans les heures précédents le début des combats. Les provinces de Battambang et Siem Reap, traditionnellement favorables à la résistance, connaissent encore des affrontements dans la semaine qui suit le 6 juillet. Certaines troupes royalistes parviennent à se retirer en ordre, et rallient la région de Samrong sous contrôle du Général nationaliste Lay Virak. La pression militaire est toutefois trop forte, les chefs royalistes choisissent alors de replier leurs 3.000 hommes sur la localité frontalière de O'Smach. Sur cette bordure frontalière large de quelque 20 km, ils résistent pendant plus d'un an aux attaques des troupes du PPC bien que soumis à d'intenses bombardements.

Selon un rapport du Centre Onusien des Droits de l'Homme près d'une centaine d'officiers et soldats du FUNCINPEC ont été sommairement exécutés à l'occasion de ces sanglantes journées. Les officiers visés par ces exécutions étaient pour la plupart des anciens membres du MOLINAKA (mouvement de libération nationale du Kampuchéa), le noyau dur de la résistance royaliste. Parmi les disparus: les Généraux Ho Sok, Chao Sambath, Kroch Yeam, Ly Seng Hong... Depuis lors, aucun responsable militaire ou politique, quelque soit sa position hiérarchique n'a été inquiété par la justice.

Depuis chaque année, le FUNCINPEC commémore en juillet la mémoire de ses hommes tombés dans les combats de 1997 mais aussi lors des années de la Résistance.



Sangkum Reastr Niyum, l'âge d'or Royaliste!

Lorsqu'en 1941 le pouvoir colonial français impose le Prince Norodom Sihanouk, 18 ans, comme successeur du Roi Sisowath Monivong, c'est avant tout dans l'espoir de maintenir son emprise sur les affaires cambodgiennes. Une ambition qui s'effondre avec la brusque occupation de l'Indochine française par les troupes impériales japonaises. C'est sous les armes de ces derniers que le jeune Roi choisit de déclarer une première fois l'indépendance du Cambodge. Et si la défaite des japonais l'oblige à accepter le retour des Français, c'est désormais à l'indépendance qu'aspirent le peuple cambodgien et son souverain.

Il faudra toutefois plusieurs années à Norodom Sihanouk pour parvenir à imposer cette fin. Loin de faire l'unanimité le souverain doit faire face à de nombreuses oppositions de gauche comme de droite. En effet dans la confusion de la défaite japonaise, et du débarquement des troupes françaises, maquis communistes et nationalistes se sont constitués, tandis que les élections donnent vainqueur des partis clairement hostiles au Palais. Certains milieux nationalistes qui rêvent de guerre de libération reprochent en outre au Roi son approche pacifique de la quête de l'indépendance. C'est dans ce contexte qu'en février 1953 que le jeune Souverain, que beaucoup pensaient dépassé par les événements, choisit de dissoudre l'ensemble des institutions démocratiques du Royaume et de lancer sa « Croisade Royale pour l'Indépendance ». Obtenant la soumission des principaux leaders nationalistes et bénéficiant du soutien massif de la population, le Roi est désormais en position de force face à un adversaire français déjà malmené militairement au Vietnam et au Laos.

Et c'est sans réelle violence, conformément à son choix, que le Roi peut finalement proclamer l'indépendance du Cambodge le 9 novembre 1953, près d'un siècle après l'établissement du protectorat français.

L'indépendance ne désarme toutefois par les oppositions, les nationalistes reconstituent des maquis que les communistes quant à eux n'ont jamais quittés. "Héros de l'Indépendance", Norodom Sihanouk est enfermé dans un rôle de monarque constitutionnel qui ne correspond pas à son tempérament, et qui l'empêche de mettre fin aux luttes de factions qui paralysent le royaume. Décidé à rentrer dans le jeu politique, il abdique le 3 mars 1954 en faveur de son père Norodom Suramarit, et lance le « Sangkum Reastr Niyum » (SRN, communauté socialiste populaire, selon sa propre traduction) qui remporte la quasi totalité des sièges aux élections suivantes.

Entre temps, le désormais Prince Sihanouk connaît ses premiers succès diplomatiques, il participe ainsi en 1955 à la création du groupe de Colombo : l'idée de non-alignement est lancée, le Cambodge en est un des initiateurs. S'appuyant sur le SRN qui domine désormais la scène politique, le Prince peut mener à son gré une politique d'équilibre entre les puissances. Soutenu par la Chine, bien qu'il réprime sévèrement à l'occasion les communistes cambodgiens, et par le camp occidental, en dépit de son refus d'intégrer l'OTASE en avril 1956, le Cambodge du Prince Sihanouk jouit d'une paix d'autant plus appréciable que ses voisins sombrent les uns après les autres dans les affres de la guerre civile.

Le Sangkum a façonné le Cambodge moderne, ses monuments et infrastructures représentent encore de beau reste de ce qui incarne, à égalité avec l'empire Angkorien, l'âge d'or du Cambodge. Cette nostalgie explique en grande partie la faveur dont jouissaient les partis monarchistes il y a encore peu. Reste aujourd'hui à réinventer le Sangkum, ses héritiers proclamés sont nombreux, mais bien peu s'en montrent dignes. Pour Sihanouk au contraire, « le Sangkum a été assassiné » et ne pourra jamais ressusciter.



France, le 21 janvier 2009 : Traditionnel rassemblement monarchiste pour la commémoration de l'anniversaire de la mort de Louis XVI. A Paris, quelques 500 royalistes ont défilés bravant le froid glacial de la nuit. Dans toute la France, les diverses organisations royalistes ont également organisées des rassemblements pour cette commémoration. La famille de France était présente en l'Eglise de Saint Germain en l'Auxerrois. Le Duc D'Anjou Louis Alphonse a de son côté émis un communiqué pour cette commémoration. *(ci-dessus: crédit Groupe d'Action Royaliste)*

Irak, le 1er février 2009 : Lors des élections provinciales, le Prince Sharif Ali Bin al-Hussein, héritier de la couronne Hashemite, était candidat sur la ville de Bagdad. Il a obtenu moins d'un pour cent des voix.

Russie, le 1er février 2009 : Présence de la Grande Duchesse Marie Romanov à l'intronisation du nouveau patriarche Russe, Kirill. Le 24 Janvier dernier, un vaste congrès du mouvement Union et Ordre de la Russie Impériale a été organisé à Moscou. Le développement d'une presse monarchiste nationale était un des principaux thèmes abordés.

Tahiti, le 2 février 2009 : le Prince Joinville Pomaré, actuel prétendant à la couronne de Tahiti a été mis en examen pour escroquerie. « Il lui est reproché d'avoir loué à la mairie de Mahina des terrains qu'il revendique, alors que ceux-ci, classés domaniaux, avaient été mis à la disposition de la municipalité par le Pays. En clair, il touche les loyers de terrains appartenant au Pays pour la modique somme de deux millions de Fcfp (env. 16,600 euros) par mois! Mais pour Joinville Pomare, ces terres ne sont pas la propriété du Pays mais appartiennent bien à la famille royale, autrement dit la sienne ». Le Prince est réputé proche de l'indépendantiste Oscar Temaru

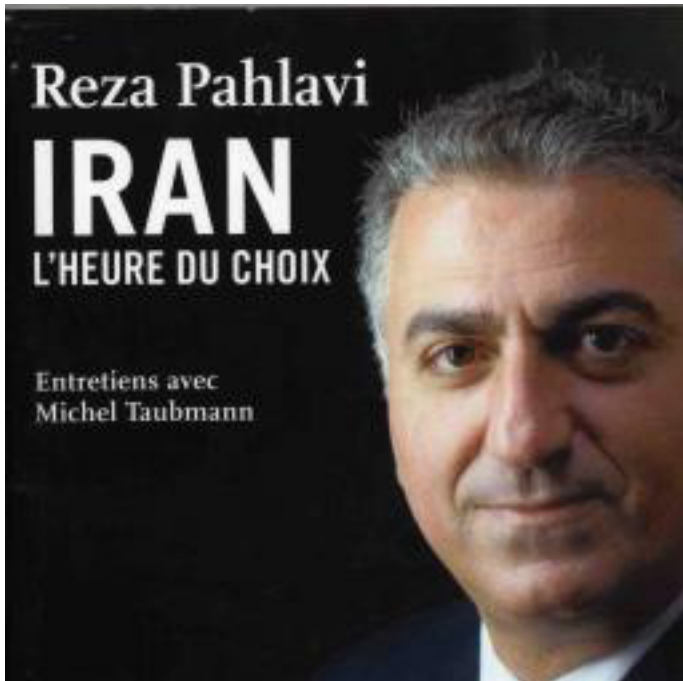
(actuel Président de la Polynésie) et fut un temps ministrable sous le gouvernement de Gaston Tang. Il réclame depuis Juillet 2008 la création d'un casino aux autorités françaises pour compensation financière de l'annexion de Tahiti par la France

Libye, le 4 février 2009 : Non content d'avoir mis à bas la monarchie Senoussis en Septembre 1969, d'avoir vanté les mérites de la République et sa révolution verte, d'en être le Guide Suprême, le dirigeant Libyen Mouammar Kadhafi a été nommé Président en exercice de l'Union Africaine. En Septembre 2008, il s'était fait décerner à grand renfort de publicités médiatiques le titre de "roi des rois, des sultans, des princes, des cheikhs et des maires d'Afrique" lors d'un "forum" regroupant plus de 200 chefs de tribu africaine, à Benghazi, dans l'est de la Libye.



Portugal, le 6 février 2009 : un sondage récent affirme que 30% de la population portugaise ne serait pas opposé à un éventuel retour de la monarchie dans le pays. Le prétendant Duarte III-Pie de Bragance dispose encore de solides soutiens. Le Parti Populaire Monarchiste, et membre de la CMI, a notamment des élus au parlement et dans les Conseils Régionaux et municipaux.

France, le 6 février 2009 : Les royalistes français d'Action Française ont commémoré, de Paris à Saint-Etienne, la journée du 6 février 1934. Rappelons que la Ligue d'Action Française a joué un rôle central dans cette insurrection populaire qui aurait pu conduire à la restauration monarchique en France.



Iran, le 06 février 2009 : sortie du nouveau livre de SAIR Reza II Shah Pahlavi aux éditions Delanoë sous le titre « Iran, l'Heure du choix ». Trente ans après le renversement de son père le second Shah d'Iran, le Prince héritier publie un ouvrage de conversations avec Michel Taubmann. S'il revient sans complaisance sur les erreurs de son père, le Prince milite désormais pour l'instauration d'une monarchie constitutionnelle en Iran. Démocratie, Droits de l'homme et de la femme, laïcité, le Prince ne laisse de côté aucun sujet. A noter que le Prince a bénéficié pour la sortie de ce livre d'une couverture médiatique très importante.

Chine-Mandchourie, le 14 février 2009 : le mouvement monarchiste du Mandchoukouo a ouvert une nouvelle cellule à Taïwan. Créée en 2004,

il prône la restauration de l'Etat du Mandchoukouo (1931- 1945), un retour au régime impérial et se veut résolument pro- Mandchou. L'actuel prétendant est le Prince Aisin Gioro Pu Ren Jin Youzhy. Né en 1918, il est le dernier frère du dernier Empereur de Chine, Pu Yi. Instituteur, spécialiste de l'histoire Chinoise et ex conseiller municipal, le Prince n'a jamais fait part de ses prétentions publiquement. Il vit en Chine communiste. Ceci expliquant cela..

Afrique du Sud- Zoulouland, le 21 février 2009 : Discours du Roi des Zoulous Goodwill Zwelethini devant le conseil des Amakhosis (Chefs traditionnels) en faveur de la fin des violences politiques dans le Kwazulu-Natal. Les échéances pré- électorales ont déjà fait des dizaines de morts dans la province entre partisans de l'African National Congress et le parti royaliste de l'Inkhata Freedom party.

Afghanistan, le 15 février 2009 : le Prince Abdul Ali Seraj Durrani, neveu du défunt Roi Amanullah, a été choisi par un conseil de Chefs tribaux comme leur candidat à la prochaine élection présidentielle. Se présentant comme l'héritier du très populaire mais très craint Amir Abdur Rahman Khan qui a régné de 1880 à 1901, le Prince a notamment appelé les tribus à se "battre contre les talibans". "L'Afghanistan a besoin d'un chef à deux têtes. Il devra montrer de la compassion pour 95% de ses citoyens, et se montrer inflexible envers les 5% restant: les terroristes, Al Qaeda et les fonctionnaires corrompus". Dans la soixantaine, le Prince est un homme d'affaires à succès qui a passé ses décennies d'exil aux Etats-Unis.

Ci-dessous: Le Prince Seraj Durrani au milieu de ses partisans tribaux (crédit: Arlene Rafiq)





Autriche, le 4 mars 2009 : Lancement de la comédie musicale au Théâtre Viennois Ferdinand Raimund « Rodolphe, l'affaire Mayerling », un spectacle qui connaît doré et déjà un grand succès public. Serait-ce un signe de l'attachement des autrichiens à leur ancienne Dynastie impériale, encore et toujours emmenée par l'Archiduc Othon de Habsbourg-Lorraine? La comédie musicale est basée sur la vie tourmentée de l'Archiduc Rodolphe (fils de la fameuse Sissi et de François Joseph Ier) et dont les circonstances de la mort (1885) restent encore mystérieuses aujourd'hui.

Ethiopie, le 3 mars 2009 : Couronnement du nouveau souverain de 36 ans de la tribu des Borena, Guyyoo Gobbaa. Ce couronnement a été (curieusement) largement médiatisé par les autorités éthiopiennes dont l'on connaît pourtant l'hostilité aux principes monarchistes.

Conférence Monarchiste Internationale, le 3 mars 2009 : La CMI a élu son premier Président en la personne de Krishna Prasad Sigdel, le leader de la Ligue Monarchiste Népalaise. Marié et père de deux enfants, Krishna Prasad Sigdel est né dans la classe moyenne rurale népalaise. Elevé dans la fidélité au trône des Shahs, le jeune Krishna Prasad Sigdel rejoint le parti Rastriya Prajatantra Nepal (RPPN) en 1990. Il en devient membre du Comité central, et fut candidat en 2008 pour l'élection de l'assemblée constituante. L'instauration de la république népalaise le 28 mai 2008, conduit Krishna Prasad Sigdel à créer la Ligue Monarchiste Népalaise, dont l'objectif est le rétablissement de la Monarchie. Krishna reste néanmoins un membre important du RPPN.

Krishna Prasad Sigdel sera secondé par Dominique Hamel de l'Alliance Royale (Vice-Président), Sylvain Roussillon (Secrétaire général) et Frédéric Andrieux de Zarma (Secrétaire général Adjoint-Trésorier). Les autres membres du Conseil d'administration sont Miha Hribnik (Forum Ducatus Carniola - Slovénie), Nikolai Truschalov (Russkoe Imperskoe Dvizhenie - Russie), Lee Chee Chuan (Qing Dynasty Restoration Organization - Chine), Lal Bahadur Nepali (International Nepal Nationalist Council - Népal), Guillaume Ruzoviyo (Parti Monarchique Parlementaire - Burundi), Sulejman Gjanaj (Partia Lëvizja e Legalitetit - Albanie), et Mme Shirin Neshat (Sarbazan and Janbakhtegan Organization - Iran)

Népal, le 09 mars 2009 : Le parti maoïste au pouvoir a accusé le Roi Gyanendra, destitué l'an dernier, de conspirer pour le retour de la Monarchie, alors que l'ancien souverain vient d'entamer une visite privée en Inde. Si la raison officielle de ce voyage est un mariage familial, la présence inexpiquée de l'ancien premier ministre Girija Prasad Koirala aux côtés de l'ancien Roi a relancé les spéculations quant à un prochain bouleversement politique. Girila Koirala, pourtant à l'origine du renversement de la monarchie népalaise, n'est pas le seul à être suspecté de complaisance royaliste par les dirigeants maoïstes. Le profond désaccord entre le Ministre maoïste de la Défense et le Chef d'Etat-major, le a aussi alimenté les rumeurs de préparation d'un coup d'état royaliste. D'autant plus que le Général Rookmangud Katawal a annoncé son intention de se rendre en Inde .. pour raisons de santé.

Ci-dessous: le Général Katawal pourrait jouer un rôle décisif dans les semaines à venir

